

COORDINATION DES PRIVILEGES ET IMMUNITES DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS  
SPECIALISEES

## SIXIEME COMMISSION

## SOUS-COMITE POUR PRIVILEGES ET IMMUNITES

## PROJET DE RAPPORT PAR LE RAPPORTEUR DU SOUS-COMITE

Le Sous-Comité des privilèges et immunités de la Sixième Commission, après avoir discuté de l'ordre dans lequel devraient être examinées les questions figurant à son ordre du jour, a décidé d'aborder immédiatement l'étude du problème de l'unification et de la coordination des privilèges et immunités des institutions spécialisées et des Nations Unies, étant entendu que ses délibérations porteraient uniquement à ce stade préliminaire sur la méthode à suivre pour résoudre ce problème et plus particulièrement sur le point de savoir :

- 1°. Si la coordination et l'unification recommandées par l'Assemblée générale devaient être réalisées par le moyen de l'adoption d'une convention unique applicable à toutes les institutions spécialisées, ou par tout autre moyen; notamment celui d'un modèle à proposer à chacune des institutions spécialisées;
- 2°. Si le principe d'un instrument unique étant accepté il convenait de le faire adopter définitivement par l'Assemblée générale des Nations Unies ou par une conférence spéciale.

En ce qui concerne la première question, il a été souligné que l'adoption d'un texte unique de convention s'appliquant indistinctement à chacune des institutions spécialisées faciliterait grandement la tâche des Parlements des Etats appelés à y adhérer, en les dispensant du soin d'étudier plusieurs conventions particulières et en leur permettant d'approuver en une seule fois un texte couvrant toutes les institutions spécialisées.

Il a été, par contre, rappelé que la méthode de l'instrument unique comportait le danger d'une unification faite sur une base maximum. A cet égard, l'Assemblée générale n'avait pas envisagé l'extension des privilèges des différentes institutions spécialisées, et l'unification n'était recommandée que dans la mesure du possible; toutes les institutions spécialisées ne devant pas jouir des mêmes privilèges.

Le Sous-Comité constatait, en outre, que le projet de convention unique élaboré au cours des réunions tenues avec les représentants des différentes institutions spécialisées ne comportait pas une solution immédiate du problème de la révision des dispositions existantes dans les constitutions des institutions spécialisées et relatives à leurs privilèges et immunités lorsque l'unification nécessite pareille révision. Le projet de convention unique ne dispensait pas par ailleurs de la nécessité de se référer à plusieurs textes pour connaître l'étendue exacte des privilèges de chacune des institutions spécialisées.

Le Sous-Comité a toutefois, après discussion de l'ensemble de la question, considéré qu'il serait possible d'obvier aux difficultés signalées en ce qui concerne l'adoption d'un instrument unique en accordant dans une certaine mesure la méthode proposée à la suite des conversations qui ont eu lieu entre les représentants du Secrétariat des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Une même convention applicable à toutes les institutions spécialisées serait parfaitement acceptable si elle était divisée en deux parties distinctes :

- 1) Une partie générale définissant les privilèges et immunités standards;
- 2) Diverses annexes où seraient établies les dérogations à apporter aux privilèges et immunités standards dans le cas des institutions spécialisées qui n'auraient pas besoin de tous les privilèges prévus à la partie générale ou qui en raison de la nature particulière de leurs

fonctions devraient avoir des privilèges spéciaux. Ces annexes pourraient dans certains cas reprendre les dispositions existant déjà dans les statuts des organisations dont il s'agit.

La convention unique remplacerait, lorsqu'elle entrerait pleinement en vigueur, celles des dispositions des constitutions des institutions spécialisées qui se réfèrent aux privilèges et immunités.

+  
+       +

Le Sous-Comité a l'intention de procéder à l'étude du fond de la convention après avoir étudié d'autres questions figurant à son ordre du jour.

---